

Intégration sociale]

Centre de recherche : accueil mitigé



Un centre de recherche et d'analyse pour comprendre et combattre la pauvreté. Voilà ce que proposait Xavier-Luc Duval, mercredi dernier. Certains travailleurs sociaux accueillent favorablement cette initiative tandis que d'autres se montrent plus sceptiques.

Ludovic AGATHE et Kenneth BABAJIE

«C'est quelque chose qui aurait dû être fait depuis longtemps», lance d'emblée Ibrahim Koodoruth, sociologue, parlant du centre de recherche et d'analyse. «Chaque ministre doit avoir son plan d'action. Cependant, il faut de la recherche avant de prendre les actions en question. Par exemple, on a tendance à ne considérer que l'aspect financier quand on parle de seuil de pauvreté. Les aspects sociaux, comme l'environnement et les opportunités dont disposent les personnes vivant en dessous de ce seuil, ne sont pas pris en compte actuellement», précise-t-il. D'où la pertinence d'un tel centre proposé par le ministre de l'Intégration sociale et de l'Economic Empowerment, Xavier-Luc Duval, au cours d'une conférence de presse, mercredi dernier.

«C'est une excellente chose», ajoute Bérangère Sériès, directrice de l'organisation non gouvernementale (ONG) Ti Rayons Soleil. Cette ONG travaille pour les enfants vivant dans la pauvreté depuis bientôt quatre ans. Elle leur apporte un soutien se déclinant sous quatre aspects : l'éducation, l'apport nutritionnel, l'aide médicale et les loisirs. «On dit que gouverner c'est prévoir. C'est important pour le gouvernement de recenser et d'analyser les données recueillies sur le terrain afin d'avoir une connaissance plus approfondie de la pauvreté. La recherche et les chiffres récents font défaut au sein des ONG. Des informations fiables nous rendraient plus efficaces», explique-t-elle. «Il est logique que le ministère ait un instrument pour lui permettre d'agir de façon pertinente. Cet instrument viendrait compléter le travail d'autres ONG», poursuit Bérangère Sériès.

«Je suis favorable au ministre Duval. Il a fait l'effort de venir nous voir», relate sœur Marie-Josée, fondatrice de deux associations ayant pour but de combattre la pauvreté au sein des familles de Bois Marchand. L'École Sainte Famille de Bois Marchand accueille, en effet, une quarantaine d'enfants depuis octobre 2001. Elle entend compléter

leur éducation primaire et ouvrir les portes d'une éducation secondaire à ceux qui détiennent leur *Certificate of Primary Education*, ou bien celles d'une filière pré-vocationnelle. «Il faut donner du temps au ministre pour agir car c'est un travail de longue haleine», affirme-t-elle.

On ne pourra reprocher à Xavier-Luc Duval d'être resté enfermé dans son bureau. Entre sorties et consultations, il a soigné son image de ministre proche du peuple. Il est vrai que cette présence sur le terrain a plu à beaucoup. A Jane Raggio, par exemple. La secrétaire de la Confédération des travailleurs du secteur privé (CTSP) note : «Il vient de commencer un travail. On voit à la télévision qu'il ne fait pas que s'asseoir à son bureau. Les gens aiment voir qu'il est sur le terrain.» Cependant, l'annonce de la création de ce centre de recherche vient noircir le tableau, selon elle. «Pourquoi payer des gens et créer un institut alors que le Mauritius Research Council (MRC) et d'autres ONG font déjà un travail similaire ?», demande-t-elle. Elle fait référence à l'Observatoire de la pauvreté qui existe déjà et qui tombe sous la tutelle du MRC (voir hors-texte).

Travail sur le terrain

Il faut souligner que la CTSP dispose d'un programme d'aide aux femmes ayant perdu leur emploi et aux enfants de travailleurs vivant en dessous du seuil de pauvreté. Elle a mis sur pied une *People's Cooperative Credit Union* pour les chômeurs qui ne bénéficient pas de prêts des banques. La CTSP avait aussi entrepris, il y a une dizaine d'années, de soutenir les familles pauvres de Camp Firinga. «Tout le monde sait où sont les poches de pauvreté. Il n'y a pas besoin de recherche à ce niveau. Ce serait mieux que l'argent qui servirait à la création de ce centre aille directement aux ONG. Je lance un appel au ministre pour qu'il continue son travail sur le terrain plutôt», conclut la syndicaliste.

Yousouf Dauho, responsable de l'ONG SOS *Prevery*, est du même avis.

Il pense que l'université de Maurice (UoM) a fait bien des recherches déjà. En faire d'autres serait superflu et prendrait du temps inutilement. «On connaît déjà les causes et les solutions au problème de la pauvreté. Ce qu'il faut maintenant, c'est un programme étoffé et stratégique. Celui-ci devrait être suffisamment dynamique et flexible pour inclure les pauvres. Il faut mettre ces derniers à contribution, solliciter leur participation, sinon on n'aura aucun résultat», craint-il. Pour lui, l'annonce de Xavier-Luc Duval apporte une certaine confusion, ne faisant aucune mention du sort de l'Observatoire de la pauvreté existant.

Le combat contre la pauvreté passe, selon M. Dauho, par une meilleure collaboration entre différents ministères, dont ceux du Logement et de la Santé. «Ce qui est important, c'est de réformer, de reprogrammer ces personnes pauvres. Elles sont sujettes à des fractures émotionnelles. Celles-ci sont causées par les préjugés qui engendrent un sentiment de manque de confiance. Il ne suffit pas de leur donner de l'emploi, mais de les aider à surmonter cette mentalité», conclut-il. Opinion partagée par Pynce Chellapermal, directeur du Centre de documentation, de recherches et de formation indianoocéaniques. Cette ONG œuvre depuis près de 30 ans pour le développement durable et la coopération. La pauvreté est un thème qui est associé au développement car elle en est souvent

la conséquence pour certaines familles.

«Pas mal de rapports ont été faits par des consultants déjà. Le constat qui en découle est qu'il faut une stratégie qui mobilisera toutes les parties concernées. Il faut un dispositif national pour les encadrer et les accompagner», explique M. Chellapermal. Il est lui aussi sceptique quant à la pertinence du centre de recherche : «La classe politique est friand de nouvelles structures, dans lesquelles elle peut placer certaines personnes. Des institutions comme l'UoM ont déjà les compétences en ce qu'il s'agit de recherches. L'Observatoire de la pauvreté, financé par l'Union européenne et le ministère des Finances, a déjà été approuvé par le gouvernement. Il découle d'une idée de la South African Development Commission (SADC). Celle-ci veut créer une observatoire régional avec le concours de ses États membres», explique-t-il.

«On est en train de réinventer la roue», déplore Pynce Chellapermal, en suggérant de mieux canaliser les ressources, tant humaines que financières, afin de donner plus de moyens à cet Observatoire, lancé en 2009. Cette réflexion est pertinente quand on pense que les structures favorisant la recherche sur la pauvreté existent déjà. Cependant, si on va sur le site du Bureau central des statistiques, on se rend vite compte que les chiffres les plus récents concernant la pauvreté sont ceux du *Household Budget Survey 2006-2007*. De quoi vouloir, au moins, hâter la recherche.

L'Observatoire de la pauvreté

L'Observatoire de la pauvreté dépend du *Mauritius Research Council* (MRC) et il est opérationnel depuis août 2009. Cet organisme est financé conjointement par l'Union européenne et le MRC. Sa mise en place a été en partie supervisée par le conseiller technique Andy Neill travaillant sur le premier volet du *Decentralised Cooperation Programme* de l'Union européenne.

Selon les premières conclusions de l'Observatoire de la pauvreté, les différentes études qui ont été menées à Maurice prenaient essentiellement en compte l'aspect économique de ce problème, c'est-à-dire le manque de moyens financiers des plus démunis. L'Observatoire s'est donc donné pour mission de travailler à la fois sur l'aspect économique mais également sur l'analyse des problèmes sociaux résultant de la pauvreté.

Le premier rapport de cet Observatoire indique que seule une poignée de Mauriciens vivrait dans des conditions de pauvreté absolue. En effet, quasiment tous les Mauriciens auraient un toit, de quoi se nourrir et l'accès à l'eau potable. La pauvreté serait donc relative, c'est-à-dire qu'elle consisterait en un pouvoir d'achat substantiellement plus faible que la moyenne nationale d'une partie de la population.

Cet institut a aussi pour fonction d'encourager la population, plus particulièrement les travailleurs sociaux et ceux qui sont directement confrontés à la misère, d'apporter leurs témoignages. Cela peut être fait par courrier, à travers des rencontres avec le personnel de l'Observatoire de la pauvreté, par courrier ou sur le site internet de cet organisme. Les travaux de l'Observatoire de la pauvreté sont censés aider le gouvernement ainsi que les différentes organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté d'agir avec davantage d'efficacité.

Il est à noter que l'Observatoire de la pauvreté avait annoncé la publication régulière de ses travaux à travers des bulletins. Toutefois, à ce jour, un seul bulletin, celui d'octobre 2009, a été rendu public. Celui-ci annonçait la publication prochaine d'autres bulletins traitant de sujets spécifiques.